



A f r i c a n W a t e r A s s o c i a t i o n
A s s o c i a t i o n A f r i c a i n e d e l ' E a u

REGLEMENT INTERIEUR

**MODIFIE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE
DU 10 FEVRIER 2018 A BAMAKO AU MALI**

SOMMAIRE

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES	5
ARTICLE 1 : OBJET	5
TITRE II - DES MEMBRES	5
ARTICLE 2 : MEMBRES	5
2.1 : Membres Actifs.....	5
2.2 : Membres Affiliés	6
2.3 : Membres Individuels.....	6
2.4 : Membres d'Honneur	6
ARTICLE 3 : CONDITIONS D'ADHESION ET DE RETRAIT DES MEMBRES.....	6
ARTICLE 4 : DROITS DES MEMBRES	7
4.1 : Membres Actifs.....	7
4.2 : Membres Affiliés et Membres Individuels	7
4.3 : Membres d'Honneur	7
4.4 : Droit et Privilège des Membres Ordinaires	7
ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DES MEMBRES.....	8
ARTICLE 6 : PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE	8
ARTICLE 7 : READMISSION	9
ARTICLE 8 : LES SANCTIONS.....	9
TITRE III - DES RESSOURCES FINANCIERES	9
ARTICLE 9 : LES COTISATIONS	9
ARTICLE 10 : LES COTISATIONS EXCEPTIONNELLES	10
TITRE IV - DES ORGANES	11
ARTICLE 11 : ASSEMBLEE GENERALE	11
11.1 : Composition	10
11.2 : Convocation	10
11.3 : Ordre du jour	10
11.4 : Présidence – Délibération et Vote	11
ARTICLE 12 : ROLE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE.....	11
ARTICLE 13 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE	12
ARTICLE 14 : COMITE DE DIRECTION.....	12

14.1 : Composition	12
14.2 : Conditions d'éligibilité	14
14.3 : Election des membres du Comité de Direction et durée du mandat.....	13
14.4 : Election des membres régionaux	14
14.5 : Election des représentants des membres affiliés	14
14.6 Modalités de l'élection.....	15
14.7 : Désignation des Représentants des Membres Elus et de leurs Suppléants	15
14.8 : Représentation aux réunions du Comité de Direction	15
14.9 : Rôle du Comité de Direction.....	15
ARTICLE 15 : SESSIONS DU COMITE DE DIRECTION	16
ARTICLE 16: INDEMNISATION DES MEMBRES DU COMITE DE DIRECTION.	17
ARTICLE 17 : PERTE DE LA QUALITE DE REPRESENTANT DES MEMBRES DU COMITE DE DIRECTION.....	17
17.1: Démission, décès, empêchement absolu.....	17
17.2 : Exclusion	17
17.3 : Non-participation récurrente aux activités du CD.....	18
17.4 : Non-respect du code d'éthique du Comité de Direction.....	19
ARTICLE 18 : COMITE DE DIRECTION.....	19
18.1. Le Comite de Gouvernance, d'Ethique et des Ressources Humaines.....	19
18.2. Comité Finances.....	19
18.3 Comité Programmes.....	20
ARTICLE 19 : LE PRESIDENT DE L'ASSOCIATION.....	20
19.1 : Délégation de pouvoir du Président aux Vice-Présidents	21
19.2 : Délégation de pouvoir du Président à la Société hôte abritant le siège de l'AAE..	21
19.3 : Délégation de pouvoir du Président au Directeur Exécutif.....	21
ARTICLE 20 : ELECTION DU PRESIDENT.....	21
ARTICLE 21 : VACANCE DU POSTE DU PRESIDENT	21
ARTICLE 22 : LE CONTROLEUR GENERAL.....	22
ARTICLE 23 : LE COMMISSAIRE AUX COMPTES	22
ARTICLE 24 : LE CONSEIL SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE.....	23
24.1 Composition	23
24.2 Rôle	23
24.3 Organisation	23

ARTICLE 25: LA DIRECTION EXECUTIVE	24
25.1 Attributions	24
25.2 Organisation	25
25.3 Fonctionnement.....	25
25.4 Finances de l'Administration et des Services aux Membres	26
25.5 La Direction Exécutive	27
25.6 Ordonnancement des dépenses du Directeur Exécutif	26
ARTICLE 26 : LE CONGRES.....	27
26.1 Composition	27
26.2 Invitation	27
26.3 Rôle du Congrès.....	28
26.4 Manifestations	28
TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES	29
ARTICLE 27 : DECISIONS DES ORGANES	29
ARTICLE 28 : PLAN D'AFFAIRES	28
ARTICLE 29 : MODIFICATIONS.....	28
ARTICLE 30 : ENTREE EN VIGUEUR	29

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent Règlement Intérieur a pour objet de préciser, de compléter et d'arrêter les dispositions qui lui ont été explicitement renvoyées par les Statuts de l'ASSOCIATION AFRICAINE DE L'EAU en français (AAE) et de l'AFRICAN WATER ASSOCIATION en anglais (AfWA).

Il précise les points de détail qui ne figurent pas aux Statuts ainsi que les modalités de fonctionnement des différents organes de l'ASSOCIATION.

TITRE II - DES MEMBRES

ARTICLE 2 : MEMBRES

Les Statuts de l'ASSOCIATION prévoient quatre (4) catégories de Membres :

- ❑ Les Membres Actifs ;
- ❑ Les Membres Affiliés ;
- ❑ Les Membres Individuels ;
- ❑ Les Membres d'Honneur.

2.1 Membres Actifs

Sont éligibles en qualité de Membres Actifs les sociétés de droit privé ou de droit public, les Associations nationales ou internationales, ou toute autre personne morale de droit interne ou international exerçant en Afrique dans le secteur de l'Eau, de l'Assainissement et l'Environnement, l'une au moins des activités suivantes : production, distribution, gestion de patrimoine.

Les membres actifs se subdivisent en trois catégories en fonction du volume de leurs ventes annuelles d'eau :

- ❑ Petite catégorie : jusqu'à 25 millions de m³ ;
- ❑ Moyenne catégorie : de 25 à 100 millions de m³ ;
- ❑ Grande catégorie : plus de 100 millions de m³.

Toutefois, à l'intérieur d'un même pays, les Membres peuvent se constituer en un Comité National qui désignera son représentant au sein de l'ASSOCIATION.

Dans l'hypothèse où ceux-ci n'ont pu se constituer en Comité National, le Membre Actif le plus ancien est désigné représentant du pays au sein de l'ASSOCIATION. Est attaché à cette qualité de représentant, le droit de vote pour le compte du pays.

Le Comité National ne constitue pas une catégorie de membre de l'Association.

Chaque Pays n'a droit qu'à une seule voix.

Un protocole d'accord définira les relations entre l'ASSOCIATION et le Comité National pour conférer à celui-ci un statut officiel et connaître le nom du représentant de ce pays au sein des organes de l'ASSOCIATION. La forme de ce protocole et son contenu sont arrêtés par le Comité de Direction.

2.2 Membres Affiliés

Peuvent être Membres Affiliés les personnes morales énumérées à l'article précédent qui exercent au plan national, africain ou international, une activité liée au secteur de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Environnement, à l'exclusion de ceux visés à l'alinéa 1 ci-dessus.

Les personnes morales ainsi définies sont notamment les fournisseurs d'équipements, les centres de formation et les sociétés de consultance en technologie.

2.3 Membres Individuels

Peuvent devenir Membres Individuels, les Personnes Physiques, notamment les Professionnels, les Universitaires et les Chercheurs dont les travaux sont liés au secteur de l'Eau Potable, de l'Assainissement et de l'Environnement.

2.4 Membres d'Honneur

L'ASSOCIATION peut conférer la qualité de Membres d'Honneur à des Personnes Physiques ou Morales qui lui ont rendu d'éminents services et qui par leur action, ont contribué efficacement à la réalisation de ses objectifs. Les anciens Présidents sont de droit Membres d'Honneur de l'ASSOCIATION.

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'ADHESION ET DE RETRAIT DES MEMBRES

Tout requérant désirant adhérer à l'ASSOCIATION doit adresser au Président de l'ASSOCIATION :

- ❑ Une demande d'adhésion écrite, dûment signée ;
- ❑ Un exemplaire de ses statuts ou, s'il s'agit d'une personne physique, d'une photocopie de carte nationale d'identité ou toute pièce en tenant lieu ;
- ❑ Toutes informations relatives à l'objet de L'AAE et à l'importance de ses activités et ses coordonnées.

Le Comité de Direction se prononce sur cette demande d'adhésion et donne un avis d'admission provisoire en attendant la tenue de la prochaine Assemblée Générale qui prononcera l'admission définitive.

L'ASSOCIATION ne peut accepter en son sein une Société ou un Organisme ou une Personne Physique ou Morale dont les dispositions statutaires et les activités sont contraires à ses idéaux qui sont le partage d'informations et d'expériences en vue de répondre de la meilleure manière à la demande en eau, hygiène et salubrité des populations africaines.

Les anciens Présidents de l'ASSOCIATION sont Membres d'Honneur à la fin de leur mandat.

Toutefois seule une Assemblée Générale Ordinaire peut leur conférer le titre de Président d'Honneur de l'ASSOCIATION, sur proposition du Comité de Direction. Les autres Membres d'Honneur sont nommés par une Assemblée Générale sur proposition du Comité de Direction.

ARTICLE 4 : DROITS DES MEMBRES

Les Membres à jour de leur cotisation ont accès à toutes les prestations et services fournis par l'ASSOCIATION.

4.1 Membres Actifs

- ❑ Représentation au niveau de l'Assemblée Générale avec droit de vote ;
- ❑ Représentation au niveau du Conseil Scientifique et Technique ;
- ❑ Participation aux travaux des Congrès et manifestations organisées par l'ASSOCIATION, avec droits préférentiels d'inscription ;
- ❑ Réception de toute documentation et publication ayant trait aux activités de l'ASSOCIATION et de ses Membres.

4.2 Membres Affiliés et Membres Individuels

- ❑ Participation à l'Assemblée Générale sans droit de vote ou avec un droit de vote délégué ;
- ❑ Participation aux travaux du Conseil Scientifique et Technique et des Congrès et manifestations précitées avec droits préférentiels d'inscription ;
- ❑ Réception de la documentation ayant trait aux activités de l'ASSOCIATION et de ses Membres.

4.3 Membres d'Honneur

- ❑ Invitation à des réunions organisées par l'ASSOCIATION en qualité de personnes ressources ;
- ❑ Possibilité d'accomplissement des fonctions et de missions particulières sans rétribution mais les frais de voyage et de séjour sont à la charge de l'ASSOCIATION ;
- ❑ Réception de la documentation et des publications ayant trait aux activités de l'ASSOCIATION et de ses Membres ;
- ❑ Participation gratuite aux manifestations de l'ASSOCIATION.

4.4 Droit et privilège des membres

- ❑ Le droit de saisir en première instance le Comité de Direction et en appel l'Assemblée Générale de l'AAE ;
- ❑ Bénéficiaire de toutes les prestations de l'AAE tant scientifiques que les résultats de colloque, ateliers séminaires etc ;
- ❑ Le droit de participer à la prise des décisions en qualité de membre de l'assemblée générale.

Les droits et privilèges conférés par les Statuts de l'ASSOCIATION sont :

- ❑ Suspendus pour Membre qui ne remplit pas ses obligations, notamment le paiement des cotisations et ce par la décision du Comité de Direction ;
- ❑ Perdus avec la démission ou l'exclusion prononcée par l'Assemblée Générale.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DES MEMBRES

Les Membres sont soumis aux obligations découlant de leur qualité :
Chaque Membre s'engage à :

- ❑ Se conformer aux décisions de l'Assemblée Générale et du Comité de Direction ;
- ❑ Collaborer étroitement avec l'ASSOCIATION et à l'assister dans ses efforts tendant à améliorer la coordination locale, régionale et internationale des activités du secteur de l'Eau Potable, de l'Assainissement et de l'Environnement ;
- ❑ Respecter les textes et les actes de l'ASSOCIATION ;
- ❑ Faire connaître et défendre partout les buts, les idéaux et les réalisations de l'ASSOCIATION ;
- ❑ S'acquitter de ses obligations, notamment financières dans les délais impartis, sous peine de sanction.

Les Membres doivent :

- ❑ Contribuer par leurs activités à l'exécution des programmes des Organes de l'ASSOCIATION et apporter leur concours en ce qui concerne les enquêtes, la collecte des données, les études ou les publications de l'ASSOCIATION et l'organisation des manifestations et réunions ;
- ❑ Transmettre à la Direction Exécutive leurs rapports périodiques d'activités.

Tout changement intervenu dans la direction ou les statuts d'un Membre doit être porté à la connaissance de la Direction Exécutive dans les 3 mois qui suivent pour mise à jour des informations.

Par leur adhésion aux objectifs poursuivis par l'ASSOCIATION, les Membres s'engagent à coopérer entre eux par des échanges réguliers d'informations et d'expériences, à s'apporter mutuellement assistance dans le respect de l'égalité et des intérêts de chacun.

ARTICLE 6 : PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE

La qualité de Membre se perd par démission et radiation.

La démission du Membre est notifiée au Comité de direction et ne devient effective qu'après observation d'un préavis de trois mois à compter de la date de notification. L'exclusion est prononcée par l'Assemblée générale, sur proposition du Comité de Direction.

Nonobstant la perte de la qualité de membre, les engagements antérieurs envers l'ASSOCIATION, et notamment le paiement de la totalité des cotisations, y compris des arriérés demeurent.

ARTICLE 7 : READMISSION

Tout ancien Membre de l'ASSOCIATION pourra soumettre à l'appréciation du Comité de Direction un dossier de réadmission adressé au Président dans les formes prévues aux Statuts.

L'Assemblée Générale prononcera sa réadmission sous réserve qu'il s'acquitte de tout ou partie de son dû et s'engage à participer aux activités de l'ASSOCIATION.

ARTICLE 8 : LES SANCTIONS

En cas de manquement à l'une ou plusieurs de ses obligations, tout Membre encourt les sanctions suivantes :

- Suspension
- Radiation

Tout Membre qui manquerait à ses obligations financières envers l'ASSOCIATION pendant deux (2) années consécutives sera suspendu de sa qualité de Membre par le Comité de Direction qui fera ratifier sa décision par la plus prochaine Assemblée Générale à la réunion de laquelle ce Membre est convoqué et entendu.

Les autres cas de suspension relèvent de la compétence exclusive de l'Assemblée Générale.

Tout Membre qui cesse d'appartenir à l'ASSOCIATION ne peut prétendre à une quote-part de l'avoir social.

La radiation n'intervient qu'après une période non fructueuse de suspension. Elle est prononcée par l'Assemblée Générale sur proposition du Comité de Direction.

La perte de la qualité de Membre doit impérativement faire l'objet d'un acte de radiation dans tous les organes de l'ASSOCIATION.

TITRE III - DES RESSOURCES FINANCIERES

ARTICLE 9 : LES COTISATIONS

Les Membres Actifs sont assujettis au paiement des cotisations fixées par l'Assemblée Générale sur proposition du Comité de Direction. Les Membres Affiliés et les Membres Individuels versent des cotisations fixées dans les mêmes conditions.

Les Membres d'Honneur sont dispensés du paiement des cotisations.

Le Comité de Direction propose chaque année, si nécessaire et en fonction des objectifs indiqués au plan d'affaires, les niveaux de cotisation par catégorie de Membre par rapport au projet de budget de fonctionnement et d'investissement.

Le montant et le barème des cotisations pour chaque Membre Actif, Affilié ou Individuel seront déterminés par l'Assemblée Générale Ordinaire sur proposition du Comité de Direction.

La cotisation annuelle, est payable à réception de la facture. Pour les nouveaux Membres elle devra être acquittée en totalité avant l'admission définitive et en totalité quelle que soit la date d'adhésion.

En cas de non règlement des cotisations, le Membre s'expose aux sanctions prévues par les Statuts et le Règlement Intérieur de l'ASSOCIATION.

ARTICLE 10 : LES COTISATIONS EXCEPTIONNELLES

Le Comité de Direction peut décider de cotisations exceptionnelles pour des actions ponctuelles d'entraide et de solidarité, en dehors du programme d'activités adopté par l'Assemblée Générale mais en corrélation avec les objectifs statutaires de l'ASSOCIATION.

Le Comité de Direction peut proposer pour un Membre, pour des raisons exceptionnelles, une cotisation spéciale ou des facilités de règlement.

TITRE IV - DES ORGANES

ARTICLE 11 : ASSEMBLEE GENERALE

L'on distingue deux types d'Assemblées Générales :

- l'Assemblée Générale Ordinaire
- l'Assemblée Générale Extraordinaire

11.1 Composition

L'Assemblée Générale est l'organe suprême de l'Association. Elle est composée de l'ensemble des Membres Actifs, des Membres Affiliés, des Membres Individuels et des Membres d'Honneur.

Elle se réunit en session ORDINAIRE au moins une fois par an et en session EXTRAORDINAIRE lorsque les circonstances l'exigent.

11.2 Convocation

L'Assemblée Générale est convoquée par le Comité de Direction.

Les convocations ainsi que tous les documents afférents aux questions inscrites à l'ordre du jour, doivent être adressés aux Membres de l'ASSOCIATION au moins 15 jours avant la date d'ouverture de l'Assemblée Générale Ordinaire.

11.3 Ordre du jour

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale est proposé par le Comité de Direction et transmis avec les convocations en même temps que les autres documents.

Toute question ne figurant pas à l'ordre du jour, mais qu'un Membre désirerait soulever lors de l'Assemblée Générale, devra être soumise à la Direction exécutive de l'ASSOCIATION 30 jours avant la date d'ouverture de l'Assemblée Générale, délai de rigueur.

La question soulevée, ne pourra faire l'objet que d'une discussion, à moins que l'Assemblée Générale ne décide de la soumettre au vote.

C'est le Président de l'ASSOCIATION qui annoncera à l'ouverture de la séance le point de l'ordre du jour sous lequel la question sera discutée.

L'ordre du jour définitif sera celui adopté par l'Assemblée Générale.

11.4 Présidence – Délibération et Vote

Les Assemblées Générales tant ordinaires qu'extraordinaires sont présidées par le Président de l'ASSOCIATION ou à défaut, par l'un des Vice-présidents régionaux dans l'ordre de rotation. Le premier vice-président régional est le vice-président de la région qui assure la présidence de l'Association.

Seuls les Membres Actifs à jour de leurs cotisations auront le droit de vote aux Assemblées Générales. Le Représentant des Membres Affiliés au sein du Comité de Direction a un droit de vote.

Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale Ordinaire doit réunir le tiers (1/3) des Membres Actifs et l'Assemblée Générale Extraordinaire la moitié (1/2) des Membres Actifs.

Chaque Pays dispose d'une voix et le vote par procuration dûment enregistrée est admis. Dans ce cas les Membres Actifs devront notifier à la Direction Exécutive, avant l'ouverture de l'Assemblée, la personne habilitée à les représenter.

Le vote se fait soit à main levée soit à bulletin secret.

ARTICLE 12 : ROLE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire délibère sur toutes les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Association.

L'assemblée générale ordinaire formule également des recommandations à l'endroit des Etats concernant les politiques nationales et internationales en matière d'eau potable, d'assainissement et de développement durable.

De manière spécifique, l'Assemblée générale ordinaire est compétente pour :

- ❑ Adopter sur proposition du Comité de Direction la politique générale et les principales orientations des activités de l'Association ;
- ❑ Fixer le Siège de l'ASSOCIATION ;
- ❑ Nommer le Commissaire aux comptes sur proposition du Comité de Direction ;
- ❑ Se prononcer sur l'admission ou la radiation des Membres de l'ASSOCIATION conformément aux dispositions statutaires et au règlement intérieur ;
- ❑ Procéder à l'élection des Membres du Comité de Direction ;
- ❑ Approuver les comptes annuels et donner s'il y a lieu quitus au Comité de Direction ;
- ❑ Examiner et voter le budget des recettes et des dépenses

- ❑ Fixer le lieu et la date de la prochaine Assemblée Générale
- ❑ Résoudre toutes les questions concernant :
 - l'organisation et la direction des activités de l'ASSOCIATION
 - l'administration et la gestion de tous les fonds et les biens,
 - le fonctionnement de la Direction exécutive ainsi que de tous les organes de l'ASSOCIATION ;
- ❑ Emettre des avis et des recommandations sur les questions du secteur de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Environnement en Afrique en particulier en direction des décideurs politiques ;
- ❑ Elaborer et recommander des accords internationaux sur toute question qui relève de la compétence de l'ASSOCIATION ;
- ❑ Prendre des décisions en conformité avec les objectifs de l'ASSOCIATION;
- ❑ Déléguer au Comité de Direction certains pouvoirs relevant de sa compétence;
- ❑ Fixer, sur recommandation du Comité de Direction et conformément au business plan, le barème des cotisations, les catégories et les niveaux ;
- ❑ Adopter le Règlement Intérieur de l'ASSOCIATION et ses modifications proposées par le Comité de Direction ;

ARTICLE 13 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Le Président de l'ASSOCIATION sur proposition du Comité de Direction peut convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire en cas de besoin. Celle-ci peut être également convoquée par une motion réunissant la signature de la moitié (½) des Membres Actifs à jour de leur cotisation.

Le rôle de l'Assemblée Générale Extraordinaire est de :

- ❑ Procéder à la modification des Statuts de l'ASSOCIATION ;
- ❑ Prononcer la dissolution de l'ASSOCIATION ;
- ❑ Prononcer le changement du lieu du Siège de l'ASSOCIATION.

Les convocations et l'ordre du jour seront transmis aux Membres au plus tard un mois avant la date d'ouverture de l'Assemblée et tous les documents y afférents 15 jours au moins.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est présidée par le Président de l'ASSOCIATION ou à défaut par ou à défaut, par l'un des Vice-présidents régionaux dans l'ordre de rotation.

Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale Extraordinaire doit réunir au moins la moitié (½) des Membres ayant droit de vote.

Les décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire ne peuvent être prises qu'à la majorité des trois quarts (3/4) des voix exprimées

ARTICLE 14 : COMITE DE DIRECTION

L'ASSOCIATION est administrée par le Comité de Direction élu par l'Assemblée Générale Ordinaire.

14.1 Composition

Le Comité de Direction est composé de 18 membres au plus ainsi répartis :

- ❑ Dix (10) membres représentant les 5 régions, à raison de deux (02) membres par région ;
- ❑ Cinq (05) membres issus des cinq régions sur la base du taux de pénétration de L'adhésion de l'AAE dans les régions tel que déterminée par le Règlement Intérieur ;
- ❑ Deux (02) Représentants des membres affiliés ;
- ❑ Le Président du Conseil Scientifique et Technique (CST).

Les régions visées à l'alinéa premier du présent article sont l'Afrique Australe, l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord.

Pour une région donnée, la taille de la région est déterminée par le nombre de pays adhérents par rapport au nombre de pays que compte la région.

Les membres du Comité de direction élisent en leur sein, leur président qui est Président de l'Association.

Outre le Président, le Comité de direction comprend cinq (05) Vice-Présidents régionaux à raison d'un Vice-Président régional par région.

Aucun pays ne peut être représenté par plus d'une personne au sein du Comité de Direction.

14.2 Conditions d'éligibilité

Peuvent être membres du Comité de Direction :

Les membres de l'Association qui satisfont cumulativement aux conditions suivantes :

- ❑ Etre membre de l'Association depuis au moins deux ans ;
- ❑ Etre à jour de ses cotisations et droits d'adhésion ;
- ❑ Participer régulièrement et activement aux activités de l'Association ;
- ❑ N'avoir jamais été frappé par l'une quelconque des sanctions prévues aux statuts et règlement intérieur.

14.3 Election des membres du Comité de Direction et durée du mandat

Les membres du Comité de direction sont élus à la majorité simple soit au scrutin secret, soit à main levée ou par acclamation.

L'élection est organisée par un comité électoral ad hoc nommé par le Comité de direction. Le comité électoral ad hoc est composé de trois membres dont un membre d'honneur, le Contrôleur Général et le Directeur exécutif. Il est présidé par le membre d'honneur. Le Comité Ad Hoc électoral recevra les candidatures, vérifiera la conformité avec les critères d'éligibilité, s'assurera de la régularité des votes et annoncera les résultats

Le mandat des membres du Comité de Direction est de 2 ans renouvelable une fois

14.4 Election des membres régionaux

Les membres régionaux du Comité de Direction sont élus au scrutin uninominal majoritaire à un tour.

Seules les sociétés et tous autres organismes d'eau et d'assainissement de la région, à jour de leurs cotisations sont électeurs.

Pour chaque région, les deux candidats ayant obtenu, par ordre décroissant, le plus grand nombre de suffrages exprimés sont élus au titre de la région.

Le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages exprimé est désigné Vice-Président au titre de la région.

En fonction des critères déterminant la taille des Régions, le Comité de direction procède à la répartition, par région, des cinq (05) autres postes de membres additionnels à pourvoir.

Chaque région élit à nouveau, selon les modalités définies à l'**article 14-4**, le ou les nouveau(x) membre(s) en proportion du nombre qui lui a été attribué par le Comité de Direction.

14.5 Election des représentants des membres affiliés

Les membres affiliés élisent, en leur sein, dans les conditions prévues à l'**article 14-1**, deux représentants pour siéger au Comité de direction. Chaque représentant désigne un suppléant qui le remplace lors des réunions du CD en cas d'absence.

14.6 Modalités de l'élection

Le Comité électoral fixe la date de l'élection ainsi que celle de réception et de dépôt des candidatures. En tout état de cause, l'élection se tient avant le Comité de Direction du mois de novembre précédant le CONGRES de l'AAE.

Le Directeur Exécutif communique officiellement à tous les membres, les dates de réception et de clôture du dépôt des dossiers de candidatures. Chaque dossier comprend :

- ❑ Une lettre de candidature dûment signée et datée par le candidat adressée au Directeur Exécutif
- ❑ Un état récapitulatif de ses cotisations délivré par la Direction exécutive dans les 72 heures suivant la réception de la demande.

Le Directeur Exécutif transmet les dossiers de candidatures au Comité électoral.

Le Comité électoral reçoit les dossiers de candidature, procède à la vérification des conditions d'éligibilité, établit la liste définitive des candidats.

Il veille à la régularité des opérations de vote et proclame les résultats.

Le mandat des membres du Comité de Direction est de deux (02) ans renouvelable une seule fois.

14.7 Désignation des Représentants des Membres

Les Membres du Comité de Direction désignent librement leurs Représentants appelés au Comité de Direction. Chaque Membre n'a droit qu'à une voix au Comité de Direction. Le nom du Représentant est communiqué à la Direction Exécutive dans les huit (08) jours suivant la désignation.

Aucun pays ne peut être représenté par plus d'une personne au sein du Comité de Direction. Le membre dont le pays abrite le Siège est Membre du Comité de Direction. Toutefois, ce membre ne peut prétendre aux postes de Président et de Contrôleur Général.

14.8 Représentation aux réunions du Comité de Direction

Pour les réunions du Comité de Direction, en cas d'empêchement d'un Membre, une procuration peut être établie au bénéfice d'un autre Membre du Comité de Direction. Cette procuration désigne clairement le bénéficiaire ainsi que la réunion pour laquelle elle est donnée.

14.9 Rôle du Comité de Direction

Le Comité de Direction est l'organe exécutif de l'Association.

D'une façon générale, le Comité de Direction a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'Association. Il défend les intérêts de celle-ci tant en demande qu'en défense.

De façon spécifique, le Comité de Direction a pour rôle de :

- ❑ Proposer à l'Assemblée Générale la politique générale et les principales orientations, telles qu'identifiées par le business plan ;
- ❑ Exécuter la politique de l'Association conformément au business Plan et en assurer le suivi ;
- ❑ Nommer le Directeur Exécutif de l'Association ;
- ❑ Représenter l'Association dans tous les actes de la vie civile et préserver ses intérêts;
- ❑ Examiner les programmes et rapports d'activités du Conseil Scientifique et Technique ;
- ❑ Elire son Président qui est Président de l'Association et le Contrôleur Général ;
- ❑ Désigner, sur proposition du Conseil Scientifique et Technique, le Président dudit Conseil ;
- ❑ Rendre compte de ses activités et de sa gestion à l'Assemblée Générale ;
- ❑ Préparer le rapport d'activités, les budgets de fonctionnement et d'investissement et les soumettre pour approbation à l'Assemblée Générale ;
- ❑ Arrêter les comptes de l'Association et les soumettre pour approbation à l'Assemblée Générale;
- ❑ Proposer à l'Assemblée Générale la nomination d'un Commissaire aux Comptes ;
- ❑ Proposer à l'Assemblée Générale Extraordinaire les modifications des Statuts ;
- ❑ Décider de l'organigramme de la Direction Exécutive, ainsi que de la création ou de la suppression des postes d'emploi supérieur ;

- ❑ Recruter et révoquer tous Cadres Supérieurs employés et rémunérés par l'Association sur proposition de la Commission des candidatures ou de discipline telle que prévue au règlement intérieur du personnel;
- ❑ Déterminer la rémunération et approuve le statut et le règlement intérieur du personnel de la Direction Exécutive ;
- ❑ Examiner les demandes d'adhésion à l'Association de toutes les catégories de Membres, proposer les sanctions et les soumettre pour approbation à l'Assemblée Générale ;
- ❑ Accepter ou refuser les dons et legs.
- ❑ déléguer certaines responsabilités aux Comités mis en place par le CD ou au Bureau Exécutif.

Il représente l'Association en justice.

ARTICLE 15 : SESSIONS DU COMITE DE DIRECTION

Le Comité de Direction de l'ASSOCIATION doit se réunir aussi souvent que nécessaire et au moins deux fois par an en session ordinaire.

Une session extraordinaire du Comité de Direction sera convoquée par le Président chaque fois que des conditions spéciales l'exigent.

Les sessions du Comité de Direction auront lieu normalement au siège de l'Association. Toutefois, le Comité de Direction peut décider, sur invitation écrite de l'un de ses membres, de se réunir dans le pays auquel appartient ce membre.

Le délai de convocation est au minimum de quarante-cinq (45) jours pour les sessions ordinaires et de trente (30) pour les sessions extraordinaires.

Toutes les questions susceptibles d'intéresser l'ensemble ou la majorité des Membres sont traitées par le Comité de Direction siégeant en session ordinaire.

Pour faciliter la discussion et le règlement des questions qui sont traitées au cours des séances, l'ordre du jour de la Session est envoyé aux Membres du Comité de Direction dans un délai de trente (30) à quarante-cinq (45) jours avant la date prévue pour la session.

Chaque point de l'ordre du jour fera l'objet d'un commentaire explicatif qui précise les éléments essentiels du sujet et mentionne le cas échéant les points sur lesquels portera la discussion ainsi que les décisions sur lesquelles le Comité devra éventuellement se prononcer.

Pour délibérer valablement, le Comité de Direction doit réunir la moitié (½) au moins des représentants des Membres élus.

Les délibérations du Comité de Direction sont consignées par la Direction exécutive de l'ASSOCIATION et signées par le Président ou par délégation par l'un des Vice-Présidents.

Les décisions du Comité sont prises à la majorité absolue des représentants effectivement présents.

Mais les décisions à caractère budgétaire devront être prises à la majorité des deux tiers (2/3) des Représentants des Membres effectivement présents plus une voix. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

La Direction Exécutive doit fournir à chaque session du Comité de Direction la liste des Membres Actifs à jour de leurs obligations.

ARTICLE 16 : INDEMNISATION DES MEMBRES DU COMITE DE DIRECTION

Les fonctions de Membres du Comité de Direction sont gratuites. Toutefois les frais engagés pour prendre part aux Assemblées Générales, aux sessions du Comité de Direction et à des missions décidées par le Comité de Direction, peuvent faire l'objet d'un remboursement forfaitaire dans les conditions fixées par le Comité de Direction. Ces dépenses doivent figurer au budget.

ARTICLE 17 : PERTE DE LA QUALITE DE REPRESENTANT DE MEMBRE DU COMITE DE DIRECTION

La qualité de représentant de Membre se perd par démission, décès, empêchement absolu, exclusion du membre et perte de la qualité de haut dirigeant de la société membre.

17.1 Démission, décès, empêchement absolu

La démission du représentant du Membre est notifiée au Comité de direction et ne devient effective qu'après observation d'un préavis de trois mois à compter de la date de notification.

L'empêchement absolu est toute incapacité morale ou physique, totale et définitive à exercer les droits et devoirs découlant de la qualité de Représentant du Membre.

La perte de la qualité de haut dirigeant est la cessation des fonctions de dirigeant de la personne morale, membre actif ou affilié.

L'empêchement absolu et la perte de la qualité de haut dirigeant sont constatés par le Comité de Direction et soumis à l'Assemblée Générale qui entérine.

Sauf cas exceptionnel, et sous réserve des dispositions statutaires, les démissions des Représentants des Membres élus au Comité de Direction ne deviennent effectives qu'à la prochaine Assemblée Générale qu'après l'observation d'un préavis de trois mois à compter de la notification de la démission.

17.2 Exclusion

Le membre qui n'est pas à jour de ses cotisations n'est pas autorisé à siéger lors des sessions du Comité de Direction. Il reçoit un avertissement écrit et une invitation à se mettre à jour de ses cotisations adressée par le Président de l'Association.

Après deux sessions consécutives sans être à jour de ses cotisations, et s'il n'a pas répondu à la lettre d'avertissement, le membre est suspendu de sa qualité de membre du Comité de Direction.

Au bout d'un an d'arriérés des cotisations, le membre est exclu du CD et remplacé par un autre membre de sa région suite à l'organisation d'un vote dans la région.

Si le membre exclu est un vice-président de région, il est remplacé par le second membre qui devient ainsi le vice-président de région. Le poste vacant est comblé par un autre membre de la région suite à l'organisation d'un vote de la zone.

Un membre exclu ne peut prétendre à un siège au Comité de Direction pendant les deux prochaines années. L'exclusion est prononcée par l'Assemblée Générale sur proposition du Comité de Direction.

17.3 Non-participation récurrente aux activités du CD

Après deux absences consécutives justifiées ou non d'un membre titulaire du CD et de son suppléant, le membre reçoit un avertissement écrit du Président du CD

Après trois absences consécutives justifiées ou non, le membre est suspendu de sa qualité de membre du Comité de Direction.

Au bout d'un an d'indisponibilité, le membre est exclu du CD et remplacé par un autre membre suite à l'organisation d'un vote dans la région.

Si le membre exclu est un vice-président de région, il est remplacé par le second membre qui devient ainsi le vice-président de région.

Le poste vacant est comblé par un autre membre de la région suite à l'organisation d'un vote de la zone.

Un membre exclu ne peut prétendre à un siège au Comité de Direction pendant les deux prochaines années. L'exclusion est prononcée par l'Assemblée Générale sur proposition du Comité de Direction.

17.4 Non-respect du code d'éthique du Comité de Direction

Tout manquement grave aux valeurs de la charte d'éthique du CD par l'un de ses membres, sera sanctionné par un avertissement.

En cas de récidive, le membre est exclu du CD et remplacé par un autre membre suite à l'organisation d'un vote dans la région.

Si le membre exclu est un vice-président de région, il est remplacé par le second membre qui devient ainsi le vice-président de région.

Le poste vacant est comblé par un autre membre de la région suite à l'organisation d'un vote de la zone.

Un membre exclu ne peut prétendre à un siège au Comité de Direction pendant les deux prochaines années. L'exclusion du membre est prononcée par l'Assemblée Générale.

Lorsqu'un représentant perd la qualité de Membre du Comité de Direction, son remplacement ne sera opéré qu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Si le représentant démissionnaire ou exclu est vice-président régional, la personne morale Membre du Comité de Direction devra procéder à son remplacement dans les quinze jours suivant la constatation de la vacance.

Toutefois, le Comité de Direction a la latitude de convoquer une Assemblée Générale ordinaire pour procéder à de nouvelles élections si la démission a pour conséquence la non représentation d'une région au Comité de Direction.

ARTICLE 18 : COMITE DE DIRECTION

18.1 Le Comité de Gouvernance, d'Ethique et des Ressources Humaines

Il est constitué, au sein du Comité de Direction de l'Association Africaine de l'Eau (AAE) un Comité de Gouvernance d'Ethique et des Ressources dont la composition, l'organisation, les attributions et le fonctionnement sont définis par les Termes de Référence annexés au présent règlement intérieur.

Les Termes de Référence du Comité de Gouvernance d'Ethique et des Ressources Humaines ont partie intégrante du présent règlement intérieur.

18.2 Comité Finances

Il est constitué, au sein du Comité de Direction de l'Association Africaine de l'Eau (AAE) un comité finances dont la composition, l'organisation, les attributions et le fonctionnement sont définis par les Termes de Référence annexés au présent règlement intérieur.

Les Termes de Référence du Comité Finances font partie intégrante du présent règlement intérieur.

18.3 Comité Programmes

Il est constitué, au sein du Comité de Direction de l'Association Africaine de l'Eau (AAE) un comité des programmes dont la composition, l'organisation, les attributions et le fonctionnement sont définis par les Termes de Référence annexés au présent règlement intérieur.

Les Termes de Référence du Comité Programmes font partie intégrante du présent règlement intérieur.

ARTICLE 19 : LE PRESIDENT DE L'ASSOCIATION

L'Assemblée Générale qui se tient lors de chaque Congrès procède à l'élection d'un Président.

- Le Président administre les affaires de l'ASSOCIATION en accord avec les décisions de l'Assemblée Générale et du Comité de Direction ;

- ❑ Il convoque et préside les Assemblées Générales et les réunions du Comité de Direction. ;
- ❑ Il préside les cérémonies d'ouverture et de clôture des grandes manifestations de l'ASSOCIATION (Congrès, Conférence) ;
- ❑ Il veille constamment à la cohésion, à l'esprit de solidarité, de fraternité, d'entente mutuelle entre les Membres.
- ❑ Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'ASSOCIATION et notamment ;
- ❑ Il incarne la personne morale de l'ASSOCIATION, la représente vis-à-vis des tiers et dans tous les actes de la vie civile à la charge pour lui d'en informer le Comité de Direction. Il ordonne les dépenses et veille au fonctionnement régulier du Comité de Direction ;
- ❑ Il propose au Comité de Direction toutes mesures de nature à favoriser la réalisation rapide des objectifs et des orientations de la politique générale de l'ASSOCIATION ;
- ❑ Il peut après consultation du Comité de Direction déléguer une partie de ses pouvoirs à l'un des Vice-Présidents et / ou au Directeur Exécutif. Les délégations de pouvoir au cours d'un mandat cessent avec la fin du mandat.

Les Vice-Présidents assistent le Président dans l'exercice de ses fonctions lequel délègue les missions ci-après à titre permanent :

- ❑ Représenter l'Association et animer les activités de l'Association au sein de leur zone géographique ;
- ❑ Représenter les membres de leur zone géographique et être l'interprète des besoins des membres de la zone ;
- ❑ Promouvoir le développement de l'Association dans leur zone géographique ;
- ❑ Appuyer la Direction Exécutive dans le recouvrement des relations des membres de leur zone géographique.

Le Président définit annuellement, après l'Assemblée générale, la feuille de route de chaque Vice-Président et délivre des délégations de pouvoirs spécifiques en tant que de besoin. A ce titre, chaque Vice-Président rend compte directement au Président de ses missions.

Le Vice-Président rend régulièrement compte de ses missions à chaque réunion du Comité de Direction.

Le Vice-Président ne pourra pas engager financièrement l'Association.

19.1 Délégation de pouvoir du Président aux Vice-Présidents dans le cadre d'une réunion du Comité de Direction et des Assemblées Générales

- ❑ En cas d'absence, le Président délègue la convocation ou la présidence d'une réunion du Comité de Direction ou d'une Assemblée Générale aux Vice-Présidents nommément à l'un des Vice-Présidents ;
- ❑ En l'absence de tout document officiel désignant son représentant, le Comité de Direction pourra décider d'attribuer la présidence de séance à l'un des Vice-

Présidents présents, en toute liberté ou selon le mécanisme de rotation géographique d'attribution de la présidence du siège de l'AAE à une région.

- ❑ Le Président peut déléguer la représentation de l'AAE à des cérémonies aux Vice-Présidents.

19.2 Délégation de pouvoir du Président à la société hôte abritant le siège de l'AAE

- ❑ Le Président délègue l'ordonnancement des dépenses de l'Association au Directeur Général de la SODECI qui signe conjointement avec le Directeur Exécutif.

19.3 Délégation de pouvoir du Président au Directeur Exécutif

- ❑ Le Président peut déléguer la signature de document de pré-entente de partenariat selon le cas avec des organisations internationales, n'engageant pas financièrement l'AAE, au Directeur Exécutif ;
- ❑ Le Président délègue l'ordonnancement des dépenses de l'Association au Directeur Exécutif qui signe conjointement avec le Directeur Général de la SODECI;
- ❑ Le Président délègue l'examen des demandes d'adhésion au Directeur Exécutif ;
- ❑ Le Président peut déléguer la représentation de l'AAE à des cérémonies au Directeur Exécutif.

ARTICLE 20 : ELECTION DU PRESIDENT

Le Président de l'ASSOCIATION est élu suivant la rotation géographique ci-dessous :

- ❑ Afrique de l'Ouest
- ❑ Afrique Australe
- ❑ Afrique du Nord
- ❑ Afrique Centrale
- ❑ Afrique de l'Est

Le Président est désigné parmi les Membres du Comité de Direction, à jour de leurs cotisations et droits d'adhésion, ayant participé régulièrement et activement aux activités de l'Association. Le Président est élu pour un mandat de 2 ans renouvelable une seule fois.

ARTICLE 21 : VACANCE DU POSTE DE PRESIDENT

En cas de vacance du poste de Président par démission, décès, exclusion, empêchement absolu, perte de la qualité de Haut Dirigeant de la personne morale Membre du Comité de Direction constatés par le Comité de Direction, le Vice-Président Régional issu de la Région qui assure la Présidence remplace le Président défaillant et achève son mandat.

La prise de fonction du nouveau Président est constatée au cours d'une réunion extraordinaire du Comité de Direction qui se tient dans les quinze jours qui suivent la vacance.

ARTICLE 22 : LE CONTROLEUR GENERAL

Le Contrôleur Général est chargé du contrôle des recettes perçues et des dépenses engagées par l'ASSOCIATION en termes de régularité et de conformité aux objectifs fixés.

Il rend compte annuellement de sa mission au Comité de Direction sur la base de rapport sur les activités, sur l'exécution du budget et sur l'arrêté des comptes.

Le Contrôleur Général vérifie la conformité des demandes d'engagement de dépenses présentées par le Directeur Exécutif conformément aux procédures en vigueur.

Le Contrôleur Général vérifie les projets de budget proposés par le Directeur Exécutif.

Il propose des mesures de redressement nécessaires. Il peut faire appel à toute personne compétente pour la bonne exécution de sa tâche.

ARTICLE 23 : LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

L'Assemblée Générale, sur proposition du Comité de Direction, nomme, pour une durée conforme à la réglementation en vigueur, un Commissaire aux Comptes chargé de :

- ❑ Vérifier les comptes de l'ASSOCIATION de l'exercice clos ;
- ❑ Contrôler la régularité et la sincérité des opérations comptables ;
- ❑ Faire un rapport à l'Assemblée Générale Ordinaire.

L'exercice financier de l'ASSOCIATION commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Quinze (15) jours avant l'Assemblée Générale Ordinaire le Contrôleur Général adressera au Comité de Direction les Comptes de l'exercice précédent, dûment vérifiés par le Commissaire aux Comptes. Ces Comptes seront présentés à l'approbation des Membres à la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire.

ARTICLE 24 : LE CONSEIL SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

24.1 Composition

La composition et la mission du Conseil Scientifique et Technique sont définies par le Comité de Direction en fonction des recommandations de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Le Conseil Scientifique et Technique rend compte de son activité au Comité de Direction.

Le Conseil Scientifique propose au Comité de Direction au plus quatre candidats aux postes de Président (2) et Vice-Président (2) dudit Conseil choisis après appel à candidature. Le Comité de Direction délibérera pour la désignation d'un Président et d'un Vice-Président.

Sous l'autorité de son Président, le Conseil Scientifique et Technique étudie les sujets qui lui sont confiés par le Comité de Direction et dont les objectifs lui sont préalablement définis.

Les Membres de l'ASSOCIATION désignent librement le(s) délégué(s) appelé(s) à participer aux travaux du Conseil Scientifique et Technique. Dans la mesure du possible, ils sont tenus de ne pas changer de Représentants pendant toute la durée de la mission confiée aux Comités Spécialisés.

Les réunions du Conseil Scientifique et Technique peuvent avoir lieu dans toute localité et à toute époque sur lesquelles les Membres qui en font partie se seront mis d'accord entre eux, en liaison avec leur Président.

Pour faire face à ses missions, le Conseil Scientifique et Technique dispose d'un budget voté annuellement par l'Assemblée Générale.

L'organisation matérielle et financière du Conseil Scientifique et Technique sont à la charge du ou des membres du pays organisateur.

24.2 Rôle

Les missions du Conseil Scientifique et Technique sont orientées autour des axes suivants :

- ❑ La production et la dissémination des travaux et acquis de l'ASSOCIATION, notamment en étant une plateforme d'échanges de connaissances et de bonnes pratiques ;
- ❑ La définition et la coordination des travaux des Comités Spécialisés ;
- ❑ La mise en œuvre, au plan scientifique, des recommandations du business plan ;
- ❑ L'élaboration et la mise en œuvre du programme scientifique et technique du Congrès.

24.3 Organisation

Le Conseil Scientifique et Technique (CST) comprend :

- ❑ La Direction du CST
- ❑ Les Comités Spécialisés
- ❑ Les Programmes

La Direction du CST est l'organe central d'animation, de coordination, de suivi et d'évaluation du Conseil Scientifique et Technique. Elle comprend :

- ❑ Le 1^{er} Président du CST ;
- ❑ Le 2^{ème} Président du CST ;
- ❑ Les Présidents et Vice-Présidents des Comités Spécialisés ;
- ❑ Les Rapporteurs des Comités Spécialisés ;
- ❑ Les Responsables des Programmes.

Les Comités Spécialisés sont des structures permanentes. Leur objet et missions restent inchangés tout au moins pendant la durée d'un mandat (2 ans).

Ils regroupent les Spécialistes et des Professionnels du secteur d'activité concerné. Les Comités Spécialisés jouissent d'une relative autonomie de fonctionnement, exécutent leur programme d'activités sous la conduite d'un noyau d'animation et sous la coordination du Conseil Scientifique et Technique.

Les Programmes seront en appui aux activités du Conseil Scientifique et Technique. Ils seront organisés avec des Partenaires et le financement des bailleurs. Les Membres du Conseil Scientifique et Technique peuvent être désignés comme chefs de projet de ces Programmes.

Le noyau d'animation, structure d'encadrement du Comité Spécialisé, comprend :

- ❑ 1 Président
- ❑ 1 Vice-président
- ❑ 2 Rapporteurs
- ❑ 1 Responsable de Programme

Le nombre des Comités Spécialisés est déterminé par le Comité de Direction sur proposition du Président du Conseil Scientifique et Technique en fonction des recommandations de l'Assemblée Générale Ordinaire. Il peut varier d'un mandat à un autre suivant le niveau d'activités des Comités.

ARTICLE 25 : LA DIRECTION EXECUTIVE

25.1 Attributions

Le Comité de Direction et le Président de l'ASSOCIATION délèguent une partie de leurs prérogatives à la Direction Exécutive de l'ASSOCIATION qui a notamment pour missions de :

- ❑ Défendre les intérêts de l'ASSOCIATION ;
- ❑ Organiser les activités des organes et des commissions spécialisées dans les limites de responsabilité Soumettre au Comité de Direction :
 - Les avant projets d'ordre du jour et des textes ;
 - Les avant projets de modification des Statuts et du Règlement Intérieur ;
 - Les programmes d'activités, les rapports et les projets de budgets ;
 - L'arrêté des comptes ;
- ❑ Assurer le Secrétariat des réunions des différents organes de l'AAE (Assemblée Générale, Comité de Direction et Conseil Scientifique et Technique) ;
- ❑ Proposer au Comité de Direction le choix du Commissaire aux comptes sur la base d'une consultation ;
- ❑ Veiller à l'exécution des décisions et résolutions des Organes de l'ASSOCIATION (Assemblée Générale, Comité de Direction, Conseil Scientifique) ;
- ❑ Proposer toute autre action de nature à permettre l'atteinte des objectifs de l'ASSOCIATION ;

- ❑ Assurer, sous l'autorité du Président de l'ASSOCIATION, la représentation auprès des autorités publiques du pays hôte, des Organisations et Institutions Internationales accréditées auprès de lui ;
- ❑ Gérer et administrer les ressources matérielles et financières de l'ASSOCIATION ;
- ❑ Assurer toutes tâches qui incombent au Comité de Direction et au Président de l'ASSOCIATION à leur requête ;
- ❑ Développer les relations avec tous les Organismes Nationaux et Internationaux se consacrant à des activités économiques, techniques et scientifiques et autres pouvant intéresser les Membres de l'ASSOCIATION ;
- ❑ Assurer la collecte, le classement et la diffusion des informations dans les différentes branches d'activités du secteur.

25.2 Organisation de la Direction Exécutive

L'organigramme de la Direction Exécutive, la création et la suppression de tout poste d'emploi supérieur relèvent de la compétence exclusive du Comité de Direction qui décide sur proposition du comité de gouvernance.

Toutefois, la structure de la Direction Exécutive devra se conformer, autant que possible aux recommandations du Business Plan.

25.3 Fonctionnement

Pour son fonctionnement, la Direction Exécutive dispose des directions et service suivants :

- ❑ La Direction des Services Techniques et du Développement Professionnel
- ❑ La Direction des Finances, de l'Administration et des Services aux Membres ;
- ❑ Le Service de la Communication.

La Direction des Services Techniques, du Développement Professionnel

Le Directeur des Services Techniques et du Développement Professionnel a la responsabilité d'élaborer le contenu technique et de la formation pour tous les secteurs de l'Association. Plus particulièrement, il est chargé de :

- ❑ Superviser les activités des différents programmes de renforcement de capacité entrepris par l'AAE, notamment le WOP Africa ;
- ❑ Superviser les activités de l'Académie Africaine de l'Eau ;
- ❑ Superviser tous les efforts nouveaux d'activités et préparer les propositions ;
- ❑ Superviser l'ensemble du programme de développement professionnel et de la formation de l'AAE ;
- ❑ Conduire les évaluations des besoins en formation afin de définir les besoins ciblés pour la formation ;
- ❑ Assister les activités des groupes de spécialiste constitués par le CST ;
- ❑ Elaborer les thèmes et le contenu de tous les ateliers de bonnes pratiques ;
- ❑ Se mettre en réseau avec d'autres partenaires et institutions partenaires ainsi que les Associations afin de créer un calendrier complet et annuel des possibilités de formation pour les membres de l'AAE ;
- ❑ Elaborer les thèmes et le contenu de toutes les sessions techniques de conférence ;
- ❑ Superviser la conduite de tous les cours de formation organisés par l'AAE ;

- Superviser la préparation de tous les manuels et guide élaborés et édités par l'AAE ;
- Gérer la Bibliothèque Technique et de Référence de l'AAE ;
- Elaborer et proposer des programmes de certification professionnelle gérés par l'AAE ;
- Prévoir la logistique pour tous les ateliers et conférences de l'AAE ;
- Rendre public et inscrire tous les participants à tous les ateliers et conférence.

25.4 Finances de l'Administration et des Services aux Membres

La Direction des Finances, de l'Administration et des Services aux Membres élabore le budget de l'Association et prépare tous les rapports financiers périodiques. Plus spécifiquement, la Direction est chargée de :

- Diriger toute la comptabilité avec les normes internationales ;
- Établir les rapports financiers mensuels, trimestriels, semestriels et annuels ;
- Enregistrer et distribuer les Procès-verbaux de toutes les réunions du Comité de Direction ;
- Conserver tous les actes et documents officiels de l'AAE ;
- Organiser et faciliter le processus de budgétisation annuelle, en collaboration avec le Directeur Exécutif ;
- Etre l'interface directe avec les membres de l'Association ;
- Faire accroître le nombre d'adhésion dans toutes les catégories et de la facturation des membres pour ce qui concerne les droits annuels ;
- Accroître la base d'adhésion en identifiant de nouveaux membres et des cibles d'audience ;
- Conserver tous les registres d'adhésion et la base de données d'adhésion ;
- Satisfaire aux requêtes pour informations et ressources concernant les membres conservés par l'Association au profit des membres.

Le Service Communication

- Préparer et publier les communications de l'AAE, telles que les bulletins et les journaux et autres interventions dans les media ;
- Administrer le site Web de l'AAE ;
- Prévoir et organiser toutes les expositions organisées par l'AAE ;
- Annoncer et gérer toutes les publications en vente par l'AAE.

Le personnel de la Direction Exécutive est recruté dans les conditions définies dans le Business Plan et le Règlement de Gestion du personnel.

Dans l'exercice de ses activités la Direction Exécutive peut faire appel à des Spécialistes même en dehors des Membres de l'ASSOCIATION.

La Direction Exécutive est située au Siège de l'ASSOCIATION.

25.5 La Direction Exécutive

La Direction Exécutive est dirigée par un Directeur Exécutif.

Le Directeur Exécutif est nommé par le Comité de Direction suite à un appel à candidatures.

Le Comité de Direction, sur recommandation du comité de gouvernance établit le profil des candidats.

Les dossiers de candidatures sont examinés par le Comité de gouvernance qui soumet ses conclusions au Comité de Direction.

Le mandat du Directeur Exécutif est de 3 ans renouvelable par le Comité de Direction.

Il est mis fin aux fonctions du Directeur Exécutif dans les conditions suivantes :

- La démission dûment notifiée au Président. Dans cette situation la cessation effective des activités n'intervient qu'à l'expiration d'une période de préavis de six (6) mois sauf cas de force majeure ;
- L'absence prolongée ou l'indisponibilité rendant impossible l'exercice de ses fonctions ;
- La faute lourde dans l'exercice de ses fonctions.

En cas de vacance de poste du Directeur Exécutif, un Directeur Exécutif intérimaire est désigné par le Comité de Direction après avis du Comité de Gouvernance pour une période n'excédant pas six (6) mois.

Le Directeur Exécutif par intérim est désigné parmi les cadres supérieurs de la Direction Exécutive.

25.5 Ordonnancement des dépenses de la Direction Exécutive

L'ordonnancement des dépenses de la Direction Exécutive se fait sous double signature avec le mandataire du Membre signataire de la convention d'assistance, dans les conditions fixées par le Comité de Direction.

ARTICLE 26 : LE CONGRES

Le thème, la date et le lieu du prochain Congrès sont fixés par l'Assemblée Générale qui se tient en marge du dernier Congrès.

26.1 Composition

Le Congrès réunit les Représentants des Membres Actifs, des Membres Affiliés, les Membres Individuels et les Membres d'Honneur ainsi que les Représentants de tout autre Organisme invité à y participer.

Peuvent être également invités au Congrès les Observateurs, les Conférenciers provenant des Institutions et des Associations qui justifient d'une expertise en matière d'Eau, d'Assainissement et d'Environnement aux échelles régionales ou internationales.

26.2 Invitation nouveau

Les invitations sont adressées par la Direction Exécutive à tous les Participants dont le choix est approuvé par le Comité de Direction. Elles sont adressées à tous les participants au moins trois (3) MOIS avant la date du Congrès.

Le Président sortant de l'ASSOCIATION préside les travaux dès l'ouverture du Congrès.

Le Directeur Général de la société hôte est désigné Président du Congrès.

Il lui est confié l'organisation du Congrès en liaison avec la Direction Exécutive.

26.3 Rôle du Congrès

Le Congrès est un cadre spécifique de rencontre et d'échange, d'ouverture de l'ASSOCIATION vers l'extérieur.

Son but principal est de faire le point des connaissances scientifiques et techniques dans le domaine de l'Eau Potable, de l'Assainissement et de l'Environnement dans le monde. Il est aussi l'occasion d'échanger sur des questions politiques, institutionnelles, économiques ou sociales avec lesquelles le secteur est en prise.

Le Congrès a pour rôle de discuter de thèmes techniques, économiques, scientifiques ou juridiques dont les éléments ont été préparés par le Conseil Scientifique et Technique.

Le Congrès élabore des recommandations qui seront présentées à la prochaine Assemblée Générale. Celles-ci ne sont pas obligatoirement applicables aux Membres.

26.4 Manifestations

Les manifestations de tout ordre, organisées par l'ASSOCIATION sont assujetties à la procédure édictée ci-dessus.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 27: DECISIONS DES ORGANES

Toutes les décisions, les résolutions et les recommandations de tous les Organes de l'ASSOCIATION sont, dans tous les cas, prises en réunion.

En cas d'urgence sur une question d'ordre du jour ou d'actualité brûlante, une session extraordinaire de l'Organe concerné est immédiatement convoquée nonobstant les délais prescrits en situation normale.

ARTICLE 28 : PLAN D'AFFAIRES

Le Plan d'affaires définit la Vision, la Mission et les Objectifs Stratégiques spécifiques de l'Association pour la période 2013-2017. A ce titre, il constitue un document d'orientation qui, une fois validé par l'Assemblée générale, s'applique au même titre que le présent règlement intérieur auquel il est annexé.

ARTICLE 29 : MODIFICATIONS

L'adoption du présent Règlement Intérieur et de ses annexes et toute modification ultérieure seront effectuées par vote à la majorité des 2/3 des Membres présents à l'Assemblée Générale.

ARTICLE 30 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent Règlement Intérieur qui entre en vigueur dès son adoption abroge et remplace le précédent.

**Pour l'Assemblée Générale
Le Président de l'Association Africaine de l'Eau**

Abderrahim EI HAFIDI